Des responsables autochtones Brésiliens d'Amazonie reçus au CESE

SÉANCES PUBLIQUES PUBLIÉE LE 14/11/2019

Séance plénière du 13 novembre 2019

Une délégation de responsables autochtones Brésiliens d'Amazonie a été reçue le mercredi 13 novembre au CESE. Après une recontre avec le Président, les membres de la délégation ont pris la parole devant les conseillers réunis en assemblée plénière et Brune Poirson, **Secrétaire d'Etat auprès de la Ministre de la Transition écologique et solidaire.**



Découvrez toutes les images en cliquant ici

Accueillis par le Président du CESE, Patrick Bernasconi, ils ont ensuite rejoint l'hémicycle où le chef de délégation a évoqué la réalité des peuples autochtones et pu faire entendre son message d'alerte.

Le CESE, espace de dialogue

"Nous vous remercions de cet espace où nous pouvons débattre. C'est un lieu de démocratie qui n'existe plus au Brésil. [...] Les peuples autochtones sont ceux qui contribuent le plus à l'équilibre environnemental. Nous sommes les gardiens de la forêt. Je voudrais vous demander de l'aide pour protéger la biodviversité. Elle n'appartient pas qu'aux peuples a utochtones*. Elle vous appartient, elle appartient à toute l'humanité. C'est la responsabilité de tout le monde. [...] Nous sommes là pour débattre avec vous, dialoguer, batir ensemble un mécanisme qui puisse défendre les droits de l'homme et du peuple autochtone*". Dinaman Tuxá, responsable autochtone Brésilien d'Amazonie.



Le message a été entendu par les conseillers du CESE qui se sont levés et ont exprimé leur soutien via des applaudissements nourris. Brune Poirson, présente au CESE dans le cadre de la présentation de la résolution sur la consigne, a également été sensible à cet appel.

"Notre planète brule, le monde entier a vu les images l'été dernier de la forêt amazonienne en feu. Pour nous tous ce sont encore des mots, pour eux c'est une réalité. L'Amazonie ce continent vert, poumon de la terre, indispensable à la survie de notre planète est avant tout indispensable à leur survie. Et nous devons nous battre, pour eux. Cet été, le Président de

la République a lancé des cris d'alarme, a effectué des propositions en la faveur de l'Amazonie. Mais c'est chacune et chacun d'entre nous qui doit, à son niveau, faire ce qu'il faut pour que le Président Bolsonaro revienne sur des décisions funestes, et qu'une politique de protection de ce patrimoine mondial, leur habitat naturel, soit protégé" a déclaré Patrick Bernasconi, Président du CESE.

La délégation s'est ensuite entretenue avec Jean-Luc Bennahmais et Jacques Pasquier, rapporteurs du projet d'avis sur "Le rôle de l'Union européenne la froêt amazonienne" qui fait écho aux nombreuses pétitions en ligne qui interpellent sur le sujet. En savoir plus sur la veille des pétitions au CESE.

Les revendications de la délégation

La délégation, dans le cadre de sa tournée internationale, poursuit les principaux objectifs suivants :

Signaler les graves violations commises contre les peuples autochtones et l'environnement au Brésil, qui se produisent systématiquement depuis l'investiture du Président Jair Bolsonaro en janvier de cette année pour lutter contre la désinformation et la propagation de fausses informations.

Encourager les pays à obtenir de leurs gouvernements des mesures qui font pression sur le Gouvernement brésilien et les entreprises agroalimentaires pour qu'elles respectent les accords de préservation de l'environnement et le respect des droits des peuples autochtones, dont le Brésil est signataire, par exemple, de l'Accord de Paris et la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, la Déclaration de New-York, le Forum sur le bien des consommateurs et de nombreux autres engagements...

Les consommateurs, les entreprises et les gouvernements européens ne devraient pas favoriser les matières premières en cas de conflit en raison des pratiques de déforestation, de l'accaparement des terres, de l'exploitation du travail des esclaves et de l'utilisation effrénée de pesticides qui polluent notre sol et nos rivières.

Exiger des avancées en droit international sur la base de la Déclaration universelle des droits de La Mère Nature conformément à la Charte Cochabamba de 2010.

Que les organismes internationaux reconnaissent le crime de l'écocide comme un crime contre l'humanité et que tous ceux qui ont déforesté, pollué et tué des rivières, des lacs et des océans soient punis.

Former, promouvoir et connecter un réseau international de personnes et d'organisations qui soutiennent la défense de l'environnement et les droits des peuples autochtones du Brésil.

© - copyright CESE - Novembre 2026